Publication: vendredi 9 novembre 2018 10:13

Jean-Pierre Sueur a interrogé Edouard Philippe, Premier ministre, lors de la séance de questions au gouvernement au Sénat ce jeudi 8 novembre. Il a salué le vote de nos compatriotes de Nouvelle Calédonie qui se sont exprimés à plus de 81 %. Il a aussi salué le courage extraordinaire de Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur, ainsi que la volonté de Michel Rocard de trouver le chemin d'une résolution non violente du conflit néo-calédonien qui se sont traduits par trente années de paix. Il a rappelé que la Constitution, les accords de Nouméa et la loi organique de 1999 prévoyaient des transferts de compétence qui n'ont pas encore été réalisés ainsi que la possibilité d'organiser deux nouveaux référendums après celui qui vient d'avoir lieu, si le tiers du congrès calédonien le demandait. Il a pris acte de la volonté de dialogue exprimée par le Premier ministre, mais a dit que si ces clauses n'étaient pas strictement respectées, les indépendantistes pourraient avoir le sentiment d'une trahison, ce qui porterait préjudice à la préparation d'un avenir pacifique pour la Nouvelle Calédonie. Il lui a donc demandé de lui confirmer que le gouvernement respecterait strictement ces textes et ces clauses.

Edouard Philippe, Premier ministre, lui a répondu que le scrutin de dimanche dernier s'était en effet déroulé dans des conditions remarquables, sous le contrôle d'observateurs internationaux. Il a, à son tour, salué l'action de Jean-Marie Tjibaou, de Jacques Lafleur et de Michel Rocard. Il a dit que la possibilité de deux nouvelles consultations constituait un cadre qui n'a pas vocation à être modifié sauf si un consensus existait. Il a dit que ce cadre avait des avantages incontestables, mais qu'il avait eu pour conséquence que depuis trente ans les discussions avaient porté essentiellement sur les questions institutionnelles et qu'aujourd'hui il fallait largement mettre l'accent sur les questions économiques et sociales. Il a indiqué que de nouveaux transferts de compétences supposaient un consensus et donc la poursuite du dialogue, qui va reprendre dès décembre. Il a dit sa disponibilité pour travailler avec tous les parlementaires sur ces questions.

- >> Lire le texte intégral de l'intervention en séance publique au Sénat
- >> (Re)voir la vidéo de l'intervention de Jean-Pierre Sueur et la réponse du Premier ministre